

Quant au diocèse de Strasbourg aux XVII^e et XVIII^e siècles étudié sous l'angle de la succession épiscopale, il apparaît comme un exemple particulièrement éclairant de ce que peut signifier l'interpénétration des questions politiques et religieuses. Cette politique catholique offensive tout comme le développement des nouvelles structures que sont les nouvelles familles religieuses, les congrégations et les confrères et concours de la Doctrine chrétienne ouvrent la voie non à une vie religieuse figée mais bien plus à ce que l'A. appelle des « sensibilités religieuses » nées des missions, de la diffusion de livres de piété, de la transformation des sanctuaires de pèlerinages, des complémentarités entre prière collective et vie intérieure individuelle. On retrouve enfin une des idées maîtresses de l'œuvre de L.C., la notion d'évolution de la vie religieuse et non d'opposition entre les deux derniers siècles de l'Ancien régime, celle qui naît en particulier de la rencontre entre religion et société à travers la « cristallisation » opérée entre les grands courants spirituels, les formes populaires de dévotion et les traditions familiales et sociales : les bibliothèques en témoignent tout comme le rôle essentiel de l'université de Pont-à-Mousson, les transformations pastorales et enseignantes jusqu'à la confrontation entre Voltaire et des jésuites de Colmar, en passant par l'analyse fine des activités d'un libraire strasbourgeois à la fin du Siècle des Lumières.

Daniel-Odon Hurel.

128.55

CHENAUX (Philippe).

Pie XII. Diplomate et pasteur. Paris, Cerf, 2003, 462 p. (bibliogr., index, chronol., illustr.) (coll. « Histoire Biographie »).

Cette nouvelle biographie de Pie XII répond à une demande des Éditions du Cerf à l'auteur, qui estimaient qu'une « telle biographie, au sens d'un ouvrage scientifique sérieux fondé sur les archives, évitant autant que possible le double piège de l'hagiographie et du réquisitoire, n'existait pas » (p. 15). L'A. a effectivement pu avoir accès aux archives vaticanes récemment ouvertes (Secrétairerie d'État, Saint-Office), et l'on ne peut que s'en réjouir. L'ampleur des sources et de la bibliographie est de son côté impressionnante.

La démarche principale vise à restituer Pie XII au sein du milieu qui l'a formé et qu'il a servi, l'institution centrale du catholicisme romain, la Curie. Il s'agit donc d'une « biographie politique [...] de l'homme d'Église dont la vie se confond avec le service du Saint-Siège » (p. 14). Ayant posé l'orientation de son

travail, l'A., par le biais de la vie d'Eugenio Pacelli, propose l'approche d'un milieu ecclésiastique particulier, celui des prêtres diplomates professionnels du Saint-Siège, menant une carrière où les réseaux de relations et les prises de position doctrinales jouent un rôle non négligeable. Le futur pape sert d'analyste précis des clivages internes à la Curie et de son fonctionnement concret. Il met aussi en évidence l'importance de la Première Guerre mondiale dans la détermination de la conduite de l'Église romaine durant le second conflit planétaire. Le futur Pie XII paraît enfin être un oblat parfait, bien intégré dans sa génération sacerdotale de la fin du pontificat de Léon XIII, qui achève suprêmement la stratégie d'ascension sociale familiale débutée dès le début du XIX^e siècle.

Mais, plus que ces dimensions socio-historiques qui font l'originalité du travail, la question des totalitarismes est bien évidemment attendue, après les récentes biographies à visée polémique-scientifique, dénonçant soit l'anticommunisme forcené soit l'atavique antisémitisme, ou bien les deux ensemble, du pape Pacelli. Ici, en ce qui concerne le génocide des juifs (et l'on se tiendra à cette question qui focalise en fait les débats), la mise au point factuelle est plus que solide : conscience rapide du pape de l'ampleur de l'extermination, volonté de parler pour condamner, nécessité de prendre en compte le destin des catholiques sous domination nazie, importance du cas hollandais dans les décisions finales du pape, tradition de l'action vaticane ancrée dans une approche juridique et diplomatique.

Dans un cadre plus large, qui dépasse sans doute une simple recension, on aurait aimé que l'A. insiste plus sur la réponse faite par le cardinal Secrétaire d'État Eugenio Pacelli à Dietrich von Hildebrand en janvier 1935, qui se plaignait de la passivité des évêques allemands face au nazisme : « Le martyr ne se décrète pas depuis Rome, il doit venir spontanément » (p. 276). En effet, si l'on se situe dans la perspective spirituelle et théologique qui est ici celle de Pacelli, à quel titre un hiérarque pourrait-il prendre sur lui de faire risquer à des chrétiens la persécution et la mort, et donc l'éventuelle apostasie, alors que lui-même ne supporterait aucune des conséquences de sa dénonciation publique ? Le problème est d'ailleurs plus large que celui du pape ou de l'évêque, il est celui de tout responsable politique : à quel titre peut-on être fondé à décider, d'une manière ou d'une autre, de la vie ou de la mort d'autrui, lorsque l'on ne risque soi-même rien ? Et qui pourrait prétendre répondre à cette question *in abstracto* ?

Si la pratique scientifique ne peut négliger l'éthique, il nous semble qu'il y a ici à suspendre son jugement, et à l'affirmer, car c'est à soi-même que l'on est renvoyé. Telle pourrait être la responsabilité sociale de l'historien, dans ces cas extrêmes : en éclairant l'enjeu, poser un problème moral, métaphysique et spirituel, qui ne peut avoir d'autre réponse qu'individuelle. Car, il ne faut pas se leurrer : dès que l'on parle du génocide des juifs, et quel que soit l'univers intellectuel et humain dans lequel on se situe, c'est bien sur un plan métaphysique que l'on se situe – l'extermination des juifs d'Europe, c'est le Mal. Aussi, dans cette perspective vers laquelle l'A. invite à se diriger, on peut s'étonner de la fin de sa conclusion, qui, à partir de ce qu'est aujourd'hui le catholicisme romain d'après Vatican II, dans lequel il se situe nettement (on ne parle jamais par hasard d'un pape « prisonnier [...] d'une ecclésiologie encore très traditionnelle », p. 416), mette en avant, à propos du génocide des juifs, les « limites » (p. 416) du pontificat de Pie XII.

Quoi qu'il en soit, ces remarques relevant sans doute plus d'une interrogation épistémologique personnelle que d'une analyse historique, n'enlèvent rien à l'apport conséquent de cette biographie qui, tout en éclairant nettement le milieu curial et l'institution centrale du gouvernement de l'Église catholique dans sa première partie, permet ensuite de voir s'accélérer la mutation du pontife romain, passant du statut de chef d'État et de hiérarque sacré à celui de communicateur et prophète revendiquant un magistère universel au sein d'une modernité qui le dévalorise sans cesse mais sans cesse le somme de s'exercer.

Paul Airiau.

128.56 CHEROUTRE (Marie-Thérèse).

Le Scoutisme au féminin. Les Guides de France, 1923-1998. Paris, Cerf, 2002, 628 p. (bibliogr., index, cartes, illustr. annexes, graphiques) (coll. « Histoire »).

L'auteur retrace l'histoire des guides de France de 1923 à 1998. Association de scoutisme féminin à dominante protestante, internationale, fidèle aux objectifs et méthodes de Baden-Powell, indépendante mais appartenant à l'Église catholique, ce mouvement comprend actuellement 10 millions de membres dans le monde. Bien qu'actrice et témoin, entrée à 16 ans puis devenue Commissaire générale des Guides de France de 1953 à 1979, M.-T.C. nous livre un travail scientifique et fouillé, issu de sa thèse.

Elle nous propose une approche de la culture du « guidisme » et suit son évolution sur soixante-quinze années. Sa recherche se base sur les programmes éducatifs, (notamment à travers le personnage de « Jeannette » créé par Marie Dimier), sur les domaines d'action privilégiés, ainsi que sur des entretiens menés avec les anciennes responsables du mouvement.

Au début du siècle, les rôles féminins proposés par l'Église catholique et par la société diffèrent peu : la femme est définie par sa vocation naturelle et le guidisme se trouve en conformité avec ces représentations sociales. Non contestataire dans la forme, la pédagogie de ce mouvement inculque cependant aux jeunes filles l'autonomie et la responsabilité au sein du groupe, c'est-à-dire hors du cadre familial. Les chapitres III et IV (de la seconde guerre à la décolonisation) sont les plus riches. L'A. montre comment certaines responsables Guides refusent d'adhérer aux discours de Vichy sur les mouvements de jeunesse, de façon beaucoup plus prononcée que les scouts. L'apport le plus précieux concerne leur entrée en Résistance et la mise en place de réseaux féminins, sujet généralement peu évoqué. Le mouvement connaît un essor à la fin de la guerre avec 50 000 membres en 1946.

Les Guides s'interrogent sur la décolonisation. Les pages concernant les liens entre certaines d'entre elles et la revue *Consciences maghrébines* d'André Mandouze sont particulièrement intéressantes.

Comme la majeure partie des mouvements catholiques après 1960, les guides enregistrent une baisse de plus du tiers de leurs effectifs entre 1960 et 1975, les entraînant dans une remise en cause identitaire. Ce mouvement doit apprendre à se situer entre les évolutions de la société, les revendications féministes et les positions papales. En 1981, l'union avec les scouts de France, qui paraissait être une solution pour enrayer la chute des effectifs, échoue, faute d'accord sur une définition commune de la spécificité féminine. Cependant, les deux groupes s'ouvrent à l'autre sexe et 14 % des cadres guides sont des hommes en 1999.

Avec 25 000 guides en 1999 – dont la majorité se déclare sans religion – l'enjeu actuel est de réfléchir aux nouveaux modes d'implantation auprès des jeunes et à une reformulation des projets initiaux. La fusion des guides et des scouts en mai 2004 (non évoquée dans l'ouvrage car trop récente) marque une nouvelle étape. Cherchant à dépasser une ancienne rivalité, ce mouvement prône une égalité hommes/femmes qui se manifeste notamment par le port de tenues identiques (mêmes couleurs) mais chaque sous-